

James Chant

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

Tous les paliers de gouvernement du Canada devraient investir dans les technologies vertes – énergie éolienne, solaire, biomasse, thermique et hydroélectrique – et accorder des encouragements fiscaux et des subventions au démarrage. De telles mesures seraient très favorables à la croissance économique à long terme et à une économie durable. Le gouvernement devrait également prendre des mesures pour s'assurer que tous les immeubles fédéraux sont écoénergétiques et conformes à une Charte fédérale de l'énergie verte. Ottawa devrait rétablir le crédit d'impôt fédéral écoÉNERGIE pour la rénovation domiciliaire. Les municipalités devraient recevoir une part plus importante de la taxe fédérale sur l'essence pour remettre en état les infrastructures qui se sont dangereusement dégradées. L'intervention fédérale auprès des municipalités et des provinces dans le but de remédier à la pénurie nationale de logements et de financer les travaux d'infrastructure stimulerait considérablement la croissance économique dans le secteur des matériaux et de la construction. Le gouvernement fédéral devrait établir des règles du jeu équitables en prenant conscience du fait que le secteur énergétique va au-delà de l'industrie pétrolière.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Pour favoriser la croissance de l'emploi au Canada, nous devons transformer nos ressources naturelles dans le pays plutôt que de les exporter à l'état brut. Après avoir défini des normes environnementales fermes et efficaces, il faudra transformer chez nous le bitume brut de l'Alberta et de la Saskatchewan plutôt que de l'exporter à la Chine et ailleurs en faisant courir à l'environnement de grands risques pour réaliser des bénéfices à court terme. L'investissement dans les petites entreprises d'informatique et de technologie de moins de 50 employés leur permettrait d'engager localement des travailleurs qualifiés et d'engendrer des retombées économiques. Par ailleurs, le gouvernement fédéral devrait cesser de réduire les impôts des sociétés. Ayant déjà coupé ces impôts de près de 50 % depuis 2000, Ottawa a perdu une très importante source de revenu qui lui aurait permis de stimuler l'économie en finançant une stratégie nationale d'habitation et la remise en état des infrastructures. De plus, la réduction de ces impôts n'a pas entraîné les investissements prévus par le gouvernement. La hausse de l'embauche n'a été, au mieux, que marginale dans la dernière décennie. La réduction des impôts des sociétés de moins de 50 travailleurs aurait des avantages beaucoup plus considérables, sans pour autant priver le trésor fédéral de rentrées nécessaires. Notre premier ministre devrait exiger l'élimination des abris fiscaux que les grandes sociétés exploitent pour éviter de payer leur juste part. Il faudrait former un consensus international au sujet de ce problème qui prive la plupart des économies occidentales de ressources dont elles ont désespérément besoin pour continuer à fonctionner et à dispenser des services.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Le gouvernement fédéral est à la croisée des chemins en ce qui concerne ses priorités. Les choix qu'il a faits dans le projet de loi budgétaire omnibus C-38 imposeront aux Canadiens à revenu modeste un énorme fardeau, surtout si l'âge d'admissibilité à la pension de sécurité de la vieillesse est porté de 65 à 67 ans en 2030. Le gouvernement compte acheter des douzaines d'avions de combat F-35, avec tous les frais d'entretien qu'ils nécessiteront. De plus, les modifications qu'il a apportées au Code criminel allongeront les peines d'emprisonnement et étendront la portée des infractions, ce qui imposera aux provinces un énorme fardeau parce qu'elles devront construire davantage de prisons et engager plus de personnel pour s'en occuper. Les budgets provinciaux ne comportent pas une marge de manœuvre suffisante pour absorber ces coûts, surtout si on tient compte de la baisse des transferts fédéraux. Ces décisions prises à l'échelon fédéral témoignent d'un manque de jugement. Le gouvernement doit assumer un rôle actif dans la gouvernance fondamentale. Le Canada devrait prêter son concours face aux coûts exorbitants de l'enseignement postsecondaire. L'endettement des étudiants constitue un énorme obstacle à l'achat d'une première maison. Des investissements permettant de maintenir un système robuste de soins de santé sont impératifs. L'assurance-maladie est la perle des réalisations du Canada. Il faut le réaffirmer dans le nouvel Accord sur la santé de 2014.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

De toute évidence, une bonne politique d'immigration permettant à des travailleurs et des réfugiés étrangers de devenir des citoyens canadiens augmenterait le nombre des contribuables et, partant, les recettes fiscales. Le gouvernement fédéral doit adopter une attitude proactive en ce qui concerne le soutien des étudiants. Ottawa affirme que sa politique de réduction des impôts orientera l'économie canadienne dans la bonne direction. En même temps, le gouvernement ne s'occupe pas de réduire l'impôt sur le revenu des particuliers à revenu faible et moyen, ne semblant s'intéresser qu'à la réduction des taux d'imposition des sociétés. Une société moderne comme celle du Canada a besoin d'importants investissements fédéraux. Le maintien des recettes fiscales est donc nécessaire. Il aurait été préférable de réduire un peu moins les taux d'imposition des sociétés et de réduire un peu plus l'impôt sur le revenu des particuliers. Cette dernière mesure aurait eu des effets beaucoup plus positifs sur l'économie en stimulant les dépenses dans de nombreux secteurs des économies locales. La réduction des impôts des sociétés a simplement provoqué une énorme accumulation de liquidités dont les cadres des entreprises ne se servent pas. Le système de santé doit être adéquatement financé pour répondre aux besoins d'une population vieillissante. Le premier ministre devrait en discuter avec ses homologues provinciaux et se montrer disposé à conclure un accord robuste sur la santé lorsque que l'entente actuelle arrivera à expiration en 2014.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Au Canada, les gens qui ont le plus de difficultés sont ceux qui manquent tellement de ressources qu'ils deviennent des sans-abri. Beaucoup trop de Canadiens n'ont pas les moyens de payer le loyer des logements les plus rudimentaires. Il arrive trop souvent que ces loyers dépassent la limite de 30 % d'un budget équilibré permettant de se loger, de se vêtir, de se nourrir et de se chauffer. Ce sont les collectivités autochtones du Canada qui doivent affronter les plus grands défis. L'exemple d'Attawapiskat nous montre clairement comment le manque de planification et d'investissement du gouvernement fédéral a laissé beaucoup de gens dans une situation effroyable. Pour ce qui est des défis affrontés par les entreprises, le gouvernement fédéral a cruellement manqué à son devoir d'investir dans le développement des énergies durables tout en favorisant une industrie pétrolière peu soucieuse de l'environnement. Cette situation doit changer. Il faut mettre fin aux subventions versées aux grandes pétrolières. Nous devons favoriser le démarrage d'entreprises qui cherchent à exploiter des sources d'énergie non basées sur le carbone. Les consommateurs canadiens seraient très heureux non seulement de rendre leur maison plus écoénergétique, mais aussi de parvenir à l'autonomie énergétique. Les panneaux solaires comptent parmi les principales technologies qui ont permis à un très petit nombre de propriétaires canadiens de maisons de se débrancher du réseau électrique et de cesser de recourir aux fournisseurs locaux qui – du moins chez moi, en Nouvelle-Écosse – se servent souvent du charbon comme principale source d'énergie. Le gouvernement fédéral a la responsabilité fiduciaire de protéger l'environnement, mais, jusqu'ici, les conservateurs ont lamentablement échoué à ce chapitre. Nous ne devrions pas continuer à mettre en valeur l'énergie basée sur le carbone – comme celle du pétrole et du gaz de schiste – surtout dans les régions délicates de la terre et de la mer dont vivent beaucoup d'industries durables comme l'agriculture et la pêche. Nous ne devrions pas exposer ces régions à des risques en accordant aux sociétés pétrolières un accès sans entrave. Les conséquences négatives à long terme pèsent beaucoup plus lourd que les avantages à court terme. La croissance économique est importante, mais nous ne devrions pas nous laisser prendre dans un pacte faustien qui ne ferait qu'aggraver la situation du Canada.